Perspectives pour l'économie mondiale : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Une reprise sous-tendue par une croissance diversifiée, mais pour combien de temps ?
Janvier 2018

Tendances récentes : selon les estimations, la croissance dans la région **Moyen-Orient et Afrique du Nord** a fortement ralenti en 2017, à 1,8 %, contre 5 % l'an dernier. Le fléchissement de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole, lié aux réductions de production et aux tensions géopolitiques persistantes, a plus que compensé le redressement des pays importateurs de pétrole. Les mesures d'ajustement budgétaire ont également freiné l'expansion dans l'ensemble de la région, pays exportateurs et importateurs de pétrole confondus.

La croissance a marqué le pas dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, plombée par la baisse de la production de pétrole. En Arabie saoudite, elle est passée de 1,7 % en 2016 à 0,3 % en 2017, ce tassement s'expliquant par des réductions de production et des mesures d'assainissement budgétaire, tandis qu'aux Émirats arabes unis, le rythme s'est ralenti à 1,4 %. La crise diplomatique entre le Qatar et ses voisins devrait peser sur les performances économiques de l'émirat, mais elle n'a eu qu'un impact limité sur les autres économies. Après des résultats exceptionnels en 2016, liés à la levée des sanctions, la République islamique d'Iran a connu une croissance plus modérée en 2017, contribuant ainsi sensiblement à l'affaiblissement des performances régionales.

Parmi les pays importateurs de pétrole, la croissance dans la République arabe d'Égypte est restée globalement stable, à 4,2 % pour l'exercice 2017 (1er juillet 2016-30 juin 2017). Une dépréciation du taux de change a eu un impact positif sur la compétitivité du pays, stimulant la production industrielle, l'investissement et les exportations au second semestre de l'exercice. La croissance au Maroc a bondi à 4,1 %, grâce au net redressement de la production agricole.

Perspectives : dans l'hypothèse d'une atténuation des tensions géopolitiques et d'une légère hausse des cours du pétrole, la croissance dans la région devrait s'accélérer en 2018 et en 2019, à respectivement 3 % et 3,2 %. Les pays du Conseil de coopération du Golfe devraient tirer les performances régionales, bénéficiant de l'allégement des mesures d'ajustement budgétaire, d'investissements dans les infrastructures, notamment pour l'Exposition universelle de 2020 aux Émirats arabes unis, et des réformes visant à promouvoir l'activité hors secteur pétrolier. Globalement, la croissance des pays du Conseil de coopération du Golfe devrait rebondir à 2 % en 2018, contre 0,7 % en 2017.

L'Arabie saoudite devrait voir sa croissance accélérer à 1,2 % en 2018, tandis qu'elle est attendue à 4 % dans la République islamique d'Iran, deuxième économie de la région. Le renforcement de la consommation privée et de l'investissement devraient sous-tendre des performances d'ensemble plus fortes. En Algérie, une politique budgétaire plus expansionniste que prévu devrait stimuler la croissance à court terme alors qu'en Iraq, l'activité devrait redémarrer à la faveur de l'amélioration des conditions sécuritaires.

La croissance de certains pays importateurs devrait repartir en 2018, soutenue par des réformes qui dopent la confiance des entreprises et des consommateurs et par le redressement de la demande extérieure. L'économie égyptienne devrait accélérer de 4,5 % sur l'exercice 2018, les réformes en cours et l'amélioration du climat des affaires stimulant l'activité industrielle et les exportations.

Risques : variables entre les pays exportateurs et importateurs de pétrole de la région, les risques pour la croissance sont d'une manière générale toujours présents. La situation géopolitique reste tendue et exacerbée par des tensions diplomatiques au sein de la région. Les pays importateurs de pétrole pourraient subir les retombées des conflits armés dans les économies fragiles, notamment en Libye, en République arabe syrienne et en République du Yémen. Ces conflits interdisent l'accès aux services de base, comme l'alimentation, l'éducation et la santé, et les déplacements prolongés de populations dans les économies fragiles ont

provoqué une crise des réfugiés, qui fragilise les économies des pays d'accueil et exacerbe les difficultés sur le plan de la santé et du bien-être.

Des cours du pétrole plus faibles que prévu pourraient assombrir les perspectives de croissance des pays exportateurs de la région. Les réformes ont certes gagné du terrain, mais les incertitudes entourant leur portée, leur profondeur et leur pérennité pourraient restreindre les effets positifs.

Prévisions pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2015	2016	2017e	2018p	2019p	2020p
PIB aux prix du marché (USD 2010)						
Algérie	3.7	3.3	2.2	3.6	2.5	1.6
Bahreïn	2.9	3.2	2.4	2.0	1.6	1.7
Djibouti	6.5	6.5	7.1	7.0	7.0	7.0
Égypte (République arabe d')	4.4	4.3	4.4	4.9	5.6	5.8
Sur la base de l'exercice budgétaire	4.4	4.3	4.2	4.5	5.3	5.8
Iran (République islamique d')	-1.3	13.4	3.6	4.0	4.3	4.3
Iraq	4.8	11.0	-0.8	4.7	1.7	1.9
Jordanie	2.4	2.0	2.1	2.2	2.4	2.5
Koweït	0.6	3.6	-1.0	1.9	3.5	3.5
Liban	0.8	2.0	2.0	2.2	2.0	2.0
Maroc	4.5	1.2	4.1	3.1	3.2	3.2
Oman	4.7	5.4	0.7	2.3	2.5	2.5
Qatar	3.6	2.2	1.7	2.6	3.0	3.0
Arabie saoudite	4.1	1.7	0.3	1.2	2.1	2.2
Tunisie	1.1	1.0	2.0	2.7	3.3	4.0
Émirats arabes unis	3.8	3.0	1.4	3.1	3.3	3.3
Cisjordanie et bande de Gaza	3.4	4.1	3.0	3.0	2.9	2.9

Source : Banque mondiale.
Notes : e = estimations ; f = prévisions. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles informations et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles figurant dans d'autres documents de la Banque, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.